



**Fédération Syndicale Unitaire**  
**Éducation Enseignement Recherche Culture Formation Insertion**  
169 bis, avenue Jean Jaurès 47000 Agen  
06 83 13 04 71 | fsu47@fsu.fr | fsu47.fsu.fr

Déclaration de la FSU 47 au CTSD réuni le 03 février 2022

Cette année encore, le comité technique sur la dotation horaire globale s'ouvre dans un contexte de fortes tensions. Les grèves qui l'ont précédé l'illustrent bien. Mais faut-il s'en étonner ? Depuis bientôt 5 ans, la communication avec notre administration ressemble à un dialogue de sourds et nous savons bien que c'est plutôt la manifestation de la volonté de « non communication » et la mauvaise foi de Mr Blanquer qui s'expriment là.

Notre ministre se dit fier d'avoir maintenu les écoles ouvertes, nous, professeurs, experts en pédagogie, constatons sur le terrain un retard très inquiétant dans les apprentissages. Les classes sont à moitié vidées, les cours sont hachés, les progressions sont retardées, les élèves ont du mal à rester focalisés sur les apprentissages.

Sur le plan national et pour l'année à venir 410 postes sont encore supprimés alors qu'il manque des enseignants partout en France. Dans l'académie de Bordeaux 19 emplois disparaissent et le volume d'HSA demeure très élevé.

Pour les seuls collèges et lycées généraux du département ce sont 336,5 H qui disparaissent. Certains établissements sont particulièrement impactés : les lycées Palissy, Filhol, Val de Garonne ; les collèges Jasmin et Dangla pour ne citer qu'eux...

Dans l'ensemble du département 3 postes seront supprimés en collège et le nombre de HSA ne cesse d'augmenter. M. le DASEN, nous tenons à vous rappeler que l'ouverture d'une division doit être financée en dotant les établissements de 29 heures poste en plus dans la DGH des établissements concernés. Or, la lecture des tableaux montre qu'au collège Chaumié l'ouverture de la division est financée à hauteur de 12h et celle du collège Stendhal à hauteur de 17h. Il manque des heures ! La « marge », qui sert normalement à dédoubler les classes en AP, est épuisée par l'ouverture des divisions, par les enseignements optionnels comme les lettres classiques ou les classes bilingues et par les nombreux projets imposés par l'administration : éloquence, fluence, CPS... pour ne citer qu'eux.

La DGH en lycée professionnel conduit à des classes chargées, au regroupement des sections (RCO à 30 élèves par exemple) à la mixité des publics et à la multiplication des Co interventions ...

Pour les SEGPA, les documents de travail ne présentent pas la répartition des moyens par division, ce qui nuit à la transparence des affectations décidées par les chefs d'établissement. D'autre part nous n'avons toujours pas de visibilité sur le nombre de dossiers déposés et refusés ni sur le nombre d'élèves en liste d'attente.

Y aurait-il une volonté d'assécher l'enseignement adapté ?

Alors qu'elles accueillent un public en grande difficulté, la réduction de choix des champs professionnels, le manque d'enseignants et les dotations horaires insuffisantes ne permettent pas d'offrir l'enseignement adapté de qualité auquel ces collégiens ont droit.

D'autre part, nous vous rappelons le rôle très important d'une SEGPA complète intégrée à l'EREA et le rôle essentiel de nos collègues professeurs des écoles qui assurent les passerelles nécessaires entre le temps de classe et les temps peri-scolaires, y compris dans l'accompagnement vers la professionnalisation : ces élèves sont, de fait, parmi les plus fragilisés en terme d'orientation et d'accompagnement familial ; il faut les aider.

Nos collègues AESH subissent de plein fouet le saupoudrage des prises en charge et la mutualisation de leur travail, toujours sans vraie reconnaissance salariale, ni formation à la hauteur des enjeux de leurs missions. La FSU est très vigilante sur ce qu'il se passe et défendra tous les personnels pour de meilleures conditions de

travail. Quant aux notifications MDPH, nous rappelons qu'elles doivent être liées aux besoins des élèves et non bridées par des contingences financières et organisationnelles. Il en va du droit à l'Éducation de tous les élèves.

Cette politique ne mène qu'à l'épuisement des collègues déjà en poste et à une dégradation de l'enseignement. Encore une fois, les conditions de travail sont dégradées dans notre département et les collègues l'ont fait entendre lors de la mobilisation historiquement massive des grèves de janvier.

L'argument du nombre d'élèves ne tient pas ! Nous aurions pu profiter de cette prévision à la baisse pour stabiliser les moyens voire les améliorer afin de bénéficier d'un meilleur encadrement et donc de meilleures conditions d'apprentissages, d'autant plus nécessaires dans le contexte actuel.

En effet, la dernière vague de la pandémie a mis en relief le manque de moyens humains dans l'éducation nationale. Visiblement, l'appel de Blanquer du 2 janvier 2022 depuis Ibiza permettant le recrutement de retraités et de contractuels sans expérience dans le métier d'éducation n'a pas servi de leçon !

En conclusion cette dotation est loin d'être à la hauteur des besoins. Nous réclamons les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'un service public d'éducation ambitieux et permettant la réussite de tous .